

# Décryptage des programmes des candidats à la présidentielle – Soirée clôture SPAP

Le 30/03/2017

## Programmes agricoles des Présidentielles par candidat

Mesure	Mélenchon « Pour une agriculture écologique et paysanne »	Hamon « Pour un contrat écologique et social avec nos agriculteurs »	Macron « Des agriculteurs fiers qui vivent de leur travail et des Français fiers de leur agriculture »	Fillon « Pour une agriculture française forte et conquérante »	Le Pen « La France, puissance agricole au service d'une alimentation saine »
<b>Garantir prix juste pour agriculteurs</b>	<p>1) Mettre fin aux accords commerciaux inégaux (TAFTA, CETA, APE)</p> <p>2) Plafonner les marges de la grande distribution par un coefficient multiplicateur limité pour garantir prix rémunérateurs aux producteurs</p>	<p>1) Renforcer position des agriculteurs face à grande distribution avec des contrats entre producteurs et acheteurs plus équilibrants et lutte contre pratiques commerciales déloyales</p> <p>2) Lutter contre volatilité des prix via mécanismes de régulation marchés dans la PAC</p> <p>3) Exclure les filières agricoles sensibles des négociations commerciales (notamment viande)</p> <p>4) Revenu universel <b>Peut-être un véritable outil de bascule afin de mieux sécuriser la situation économique des paysans</b></p>	<p>1) Soutenir organisations de producteurs dans leurs négociations avec les industriels</p> <p>2) Faire évoluer le droit européen de la concurrence, développement de véritables organisations de producteurs, -Organisation d'un Grenelle de l'alimentation afin de définir un partage équilibré de la valeur</p> <p>3) Protéger agriculteurs contre volatilité des prix via outils de régulation pour chaque filière</p> <p>4) Outils de gestion des risques (volontaires)</p> <p>5) Baisse des charges d'un montant de 1800 euros par an par salarié.</p> <p>6) Droit au chômage lors des baisses d'activité</p>	<p><a href="https://www.fillon2017.fr/projet/agriculture/">https://www.fillon2017.fr/projet/agriculture/</a></p>	<p><a href="https://www.marine2017.fr/programme/">https://www.marine2017.fr/programme/</a>  <a href="https://www.mediapart.fr/journal/france/230317/programme-du-fn-15-ecologie-et-agriculture-l-approche-nationaliste">https://www.mediapart.fr/journal/france/230317/programme-du-fn-15-ecologie-et-agriculture-l-approche-nationaliste</a></p>
<b>Quel modèle agricole ?</b>	<p>1) Engager réforme agraire pour faciliter installation des jeunes agriculteurs en limitant concentration des terres Loi de planification transition écologique de l'agriculture sur 5 ans → créer 300 000 emplois agricoles</p> <p>2) Stopper projets fermes usines : <b>une mesure plus symbolique que réelle.</b></p> <p>3) Agriculture diversifiée et écologique</p> <p>4) Favoriser circuits courts, vente directe, transformation sur place</p>	<p>1) Soutenir diversification des activités sur les terres agricoles : reconquête du territoire, qualité alimentaire, circuits d'approvisionnement bio et locaux, structures familiales → emplois délocalisable → Via programme d'investissement bio et agroécologie</p> <p>2) Soutien d'une mode de commercialisation basé sur circuits courts : soutien des associations comme les AMAP, coopératives de producteurs.</p> <p>3) Mettre en place taux TVA réduit pour les produits issus de l'AB pour que le prix ne soit plus un frein → <b>Pas hyper novateur pour agir sur le revenu des paysans, il s'agit d'avantage de jouer sur les débouchés, et les types de commercialisation alternatifs</b></p>	<p>Améliorer conditions de vie des agriculteurs : rémunérer le travail des agriculteurs et les libérer de la dépendance aux aides publiques</p> <p>1) Alléger les charges, plus de compétitivité</p> <p>2) Plan de transformation agricole de 5Mds vers modernisation ayant impact positif sur environnement et bien-être animal + projets de transformation privilégiant circuits courts.</p> <p><b>Son plan de 5MDs plus aides PAC de 200M est certes réaliste mais les mesures annoncées sont déjà compatibles avec le modèle agricole actuel...</b></p> <p><b>Par ailleurs, ce projet d'investissement semble s'attaché à promouvoir une croissance éco à CT... L'investissement n'est pas tant ce dont ont besoin les paysans aujourd'hui mais bien plus de moyens mis</b></p>	<p>Agriculture 3.0</p> <p><b>Il s'agit de tout serait piloter via des systèmes experts. Existe déjà. Cela correspond à une Ag de compétitivité et qui s'attache à améliorer le rendement du capital. Or il s'agit d'imposer l'utilisation d'un savoir technico-scientifique et de machines dont le coût est considérable donc excluant pour la majorité des agriculteurs. Le modèle Fillon est donc un modèle tout industriel, où l'on tend vers une grande homogénéisation des espaces ruraux et agricoles et une sur-concentration des grosses exploitations, avec donc davantage de destructions d'emplois...non compensé par des métiers de programmeurs de drones, etc.</b></p>	<p>1) Patriotisme économique</p> <p>2) Circuits courts</p> <p>3) promouvoir exportations FR</p> <p>4) Modifier fiscalité pour favoriser installation des agriculteurs</p> <p><b>Programme pas crédible : politique de souveraineté patriotique qui nous met de facto en guerre économique contre les autres pays en voulant accroître les EXP mais favoriser les produits français à l'étranger + relocalisation et les produits ne respectant pas les normes FR... Donc contradiction...</b></p> <p><b>Sur la fiscalité, c'est pas tant la fiscalité qui freine l'installation mais davantage l'accès au foncier et la transmission des exploitations.</b></p>

		<p>Pose les jalons d'un véritable contrat social agriculture-société : l'agriculture devient partie intégrante de la société en favorisant notamment les modèles de commercialisation alternatifs → permet également de mieux sécuriser les paysans.</p>	<p>vers l'accompagnement humain et les changements de pratiques.</p>		
<b>PAC</b>	<p>1) Refonder la PAC pour garantir autosuffisance alimentaire, relocalisation et agriculture écologique et paysanne</p> <p>Sortie potentielle de l'UE pose un certain nombre de questions: notamment en termes de normes.</p>	<p>1) Redéployer aides PAC pour ceux qui ont en le plus besoin : exploitations petites et moyennes ou éloignées modèles productivistes 2) Négocier qu'une partie de la PAC soit consacrée au financement des agriculteurs prêts à adopter modèle agroécologique.</p>	<p>1) Rémunérer services environnementaux via aide de 200M PAC</p>	<p>1) Renégocier sans mettre en euro de plus 2) Préférence communautaire pour défendre les agriculteurs européens</p>	<p>1) Sortir de la PAC et libérer l'agriculture et les agriculteurs français de l'emprise de la Commission européenne. 2) PAF : politique agricole FR, s'intègre dans une politique de « patriotisme économique »</p> <p>Paradoxe : montée du vote FN chez les d'agriculteurs, or la plupart sont sous perfusion PAC, et donc redoute une sortie de l'UE et de la PAC... La FNSEA n'est d'ailleurs pas pour une sortie de la PAC.</p>
<b>Gouvernance territoriale &amp; Foncier agricole</b>	<p>1) Sanctuariser foncier agricole et naturel 2) Lutter contre artificialisation des sols</p> <p>Ne parle pas assez de territorialisation de sa politique agricole, pas assez éclairé. Dans la pratique pour du bio local, il faut travailler avec les groupements de producteurs... Pas seulement à planifier depuis en haut. Cependant le prisme « démocratie » du programme avec par exemple l'abolition de la co-gestion et des SAFER est un bon point.</p>	<p>1) Re-territorialiser agriculture avec un Conservatoire des terres agricoles pour protéger terres agricoles et favoriser accès au foncier 2) Modifier critères de l'examen des dossiers de reprise d'exploitation pour favoriser projets en bio ou agroécologie.</p>	<p>1) Faire confiance aux territoires ? 2) Renforcer transparence des transactions agricoles : soumettre toutes les sociétés foncières au contrôle des SAFER 3) Faciliter recours à outils de portage</p>		
<b>Normes agricoles et phytosanitaires</b>	<p>1) Proscrire les pesticides chimiques (interdiction immédiate du glyphosate et néonicotinoïdes) 2) Refuser les OGM</p>	<p>1) Renforcer liberté de choix des éleveurs et des agriculteurs en matière de races d'élevage et de semences 2) Interdire perturbateurs endocriniens 3) Remplacer progressivement pesticides par solutions alternatives 4) Ne pas être dépendant des lobbies, programme de recherche pour penser alternatives aux pesticides...</p>	<p>1) Elimination progressive des pesticides via Grenelle de l'alimentation Ok pour un Grenelle mais le Grenelle sous l'ère Sarkozy avait accouché d'une mesure sur la réduction des pesticides qui n'a en somme aucun résultat. Ouvrir un grenelle ne doit pas évincer la question du modèle agricole sous-jacent que l'on souhaite construire. Ce qui n'est pas du tout clair dans le programme Macron.</p>	<p>1) Libérer du carcan des normes, supprimer principes de précautions, revoir normes d'homologation sur les OGM, pesticides...accélérer l'homologation des pesticides...</p> <p>Emprise des lobbies et de la FNSEA est sans équivoque. On est dans l'exact opposé des programmes précédents. Le problème aujourd'hui c'est la sous-application</p>	<p>1) Trop de normes 2) Bannir les OGM 3) Interdire produits à l'IMP qui ne respectent pas les normes FR</p> <p>Rien sur les pesticides, perturbateurs endocriniens, OGM cachés.</p> <p>Idée que la FR aurait de meilleures normes que le reste du monde et de l'UE... OR bien des normes sanitaires et environnementales ont été</p>

		Appliquer principe de précaution	<p>2) Adaptation aux normes environnementales et de bien-être animal via Plan de Transition agricole de 5Mds</p> <p>3) Permettre aux agriculteurs de conserver les mêmes règles du jeu pour être compétitifs</p> <p>4) Créer droit à l'erreur pour tous</p> <p>5) Réviser toutes les normes inutiles dans les 5 ans à venir</p> <p>6) Plan de recherche en santé environnementale</p> <p>On sent la faiblesse de ses propositions et la crainte de voir les lobbies s'octroyer une place prépondérante. Le plan de recherche est peu convainquant dans la mesure où la recherche est déjà fort aboutie dans la santé environnementale, il ne reste plus qu'à légiférer...</p>	<p>des normes plutôt que sur-application. Exemple directive cadre des nitrates, la FR a 20 ans de retard sur objectifs sur lesquels elle s'est engagée...</p> <p>2) Prévenir les risques en lançant un grand plan prévention alcool et prévention des addictions #LOL</p>	permises grâce à l'UE...
<b>Restauration collective</b>	1) 100 % bio local dans la restauration collective		<p>1) Encourager projets alimentaires territoriaux : rapprocher producteurs, transformateurs, distributeurs et CT pour atteindre 50% de bio, écolo ou local dans la restauration collective en 2022</p> <p>Pas clair quant aux produits favorisés ici : s'il s'agit de produits « écologiques » on peut se poser la question du cahier des charges ? Idem sur le local, les chambres d'agri savent faire du local aujourd'hui...et local ne veut pas forcément dire bio</p>		
<b>Innovation</b>			1) Numérique, portail de données agricoles...	1) Agriculture connectée 3.0	
<b>Droits et Formation</b>	1) Généraliser les fermes pédagogiques pour la sensibilisation à cause écologique et l'éveil à la nature	1) Prendre en compte pénibilité du métier : garantir accès aux soins et droits sociaux	1) Adapter formation agricole et faciliter formation pro tout au long de vie		
<b>Climat</b>		1) Programme « 4 pour 1000 » devient priorité pour réorienter flux financiers pour le CC, au bénéfice des sols			

#### Autres Commentaires :

- Absent des programmes : changer de modèle nécessite de se poser la question des changements de mentalité du côté des citoyens, indépendamment des injonctions

gouvernementales. Comment faire participer les gens sur les choix politiques ? Nécessite un travail d'analyse des verrous qui font que beaucoup d'agriculteurs continuent à mettre en œuvre les mauvaises pratiques. Le système agricole aujourd'hui est hyper centralisé, tout se passe à Paris qui contrôle tout, c'est les chambres, les lycées agricoles, l'INRA, etc. Donc la question de la démocratie est centrale pour aboutir à un changement de modèle → le travail de transformation ne doit pas se faire entre agriculteurs, mais avec tous les acteurs de l'Agriculture Citoyenne.